6 octobre 2025

Résolution sur l'Initiative en agriculture durable des Grands Lacs et du Saint-Laurent

ATTENDU QUE la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent abrite plus de 110 millions de personnes, représente une économie régionale de plus de 12 000 milliards de dollars canadiens, possède des ressources naturelles abondantes, notamment l'eau, des forêts et des sols fertiles, et qu'elle occupe une position unique pour devenir un centre de solutions innovantes visant à soutenir et développer le secteur agricole pour les années à venir;

ATTENDU QUE l'industrie agricole contribue pour plus de 1 300 milliards de dollars canadiens à l'économie régionale et emploie plus de 6,5 millions de personnes;

ATTENDU QUE les terres agricoles couvrent plus de 50 millions d'hectares et les terres forestières près de 300 millions d'hectares dans l'ensemble des États et provinces de la région;

ATTENDU QUE des mesures visant à investir dans l'industrie agricole de la région sont essentielles pour soutenir l'agriculture, favoriser la croissance économique régionale et améliorer la qualité de vie dans la région;

ATTENDU QUE le secteur agricole fait face à des risques croissants pour son fonctionnement et sa croissance, notamment des conditions météorologiques moins prévisibles et de plus en plus d'événements extrêmes, la hausse des coûts de production, l'incertitude des marchés internationaux, un vieillissement des producteurs agricoles, la perte de terres cultivables disponibles et une diminution de la main-d'œuvre;

ATTENDU QUE les nouveaux agriculteurs se heurtent à des obstacles pour entrer dans le secteur, notamment le coût élevé des terres, le coût élevé de l'équipement, le manque d'accès aux ressources financières, à l'assistance technique et aux infrastructures essentielles;

ATTENDU QUE l'incertitude liée à la chaîne d'approvisionnement augmente les risques pour les producteurs qui souhaitent développer ou diversifier leurs activités;

ATTENDU QUE les entités publiques, privées et non gouvernementales ont un intérêt direct à soutenir la pérennité de l'agriculture et garantir la production d'aliments sains, de cultures de haute qualité, ainsi que d'autres produits agricoles et d'élevage;

ATTENDU QUE l'agriculture durable devrait générer des avantages sociaux, tels qu'une économie robuste et résiliente, une population en meilleure santé ainsi que des avantages environnementaux, notamment l'amélioration de la santé des sols, de la qualité de l'eau et de la gestion de l'eau;

ATTENDU QUE le bois d'œuvre, l'aquaculture, l'horticulture et les produits cultivés en serre sont reconnus comme des biens agricoles importants;

ATTENDU QUE les États et provinces des Grands Lacs et du Saint-Laurent ont mis en place des programmes reconnaissant l'importance et les avantages des pratiques agricoles durables;

PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU que les gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent créent par la présente *l'Initiative en agriculture durable des Grands Lacs et du Saint-Laurent* dans le but de favoriser l'agriculture durable dans la région, de renforcer l'économie agricole régionale et d'accroître la résilience et la sécurité alimentaire.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que les gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent se réuniront régulièrement pour échanger de l'information, incluant les enseignements tirés, les défis et les possibilités de collaboration binationale, afin d'assurer le succès à long terme de l'industrie agricole de la région.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que les gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent détermineront les besoins en matière de données et informations et y répondront, avec la participation de la Commission des Grands Lacs, d'autres organismes gouvernementaux et parties prenantes.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que les gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent collaboreront avec des entreprises, des organisations non gouvernementales, des universités et des associations dirigées par des producteurs afin de mener à bien les actions prévues dans le cadre de l'Initiative.

Adoptée par les gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent le 6 octobre 2025.